



Compte rendu de la réunion de l'instance informelle de dialogue social de la Cité Administrative de Melun du 16 mai 2024

La réunion a été présidée par M Sébastien LIME, Secrétaire général de la Préfecture.

1- Point sur l'avancement du projet de rénovation de la Cité Administrative

M LIME nous a indiqué que le projet de rénovation globale de la Cité Administrative avait été présenté auprès de la Commission Nationale d'Immobilier Public. Cette dernière a approuvé ce projet principalement en raison du travail interministériel qui a été accompli.

Ce projet a ensuite été approuvé par Bercy. Le ministre délégué chargé des Comptes publics, Thomas CAZENAVE a indiqué qu'un financement interministériel aurait lieu.

Le calendrier final est maintenu avec une livraison du site totalement rénové en 2030.

Le problème de l'insuffisance du nombre de places de parkings a été soulevé. Un travail a lieu avec la commune de Melun afin que certaines places de parkings municipaux soit attribuées à l'usage de la Cité Administrative. La mise en place du TZEN 2 devrait également conduire à une diminution du nombre de voitures.

2- Point d'avancement sur les travaux de remplacement du Système de Sécurité Incendie (SSI)

Les travaux de remplacement du SSI ont commencé. Une enveloppe conséquente de 610 000 € a été allouée.

La réception des travaux est prévue pour fin juillet / début août 2024.

Début septembre 2024, on peut compter sur un SSI complètement rénové.

Le passage de la Commission de Sécurité est prévu en novembre 2024.

3- Point sur les travaux de remplacement des moteurs de désenfumage et des portes coupe-feu

Les travaux qui sont réalisés sont pérennes. Il n'y aura donc pas à les refaire lors de la rénovation de la Cité administrative.

Il est à signaler que le changement du système de désenfumage se fera par le haut. Une grue sera donc nécessaire. Elle sera installée sur une partie du parking durant une période où il y aura moins d'agents. Ceci fera l'objet ultérieurement d'une campagne d'information.

Le Secrétaire général lève la séance en nous indiquant nous inviter fin juin / début juillet 2024 afin de continuer à suivre ce dossier.

Christophe Picard
Représentant syndical pour la CGT